

Rubrique :	Pge : 10
Sciences	1/2



MANIFESTATION Hier après-midi, un millier de chercheurs ont défilé pour alerter l'opinion

La recherche publique « enterrée » au Panthéon

Marc Mennessier

« A la recherche publique, ses fidèles serviteurs », peut-on lire sur la couronne mortuaire portée par deux chercheuses en blouse blanche, le visage crêpé de noir. Juste derrière, quatre solides gaillards hissent sur leurs épaules un cercueil en pin verni. L'un d'eux exhibe à son cou une pancarte avec ce slogan : « Parier sur la recherche, c'est parier sur l'avenir. » Il est 16 h quand, sous une averse de pluie mêlée de neige, le cortège s'ébranle depuis le bas de la rue Soufflot pour remonter lentement vers le Panthéon, dans une atmosphère recueillie, au son de la Marche funèbre de Chopin. Les mesures annoncées mercredi matin par le ministre de la Recherche, Claudie Haigneré, visant à supprimer une partie des restrictions budgétaires récemment imposées par le gouvernement (*nos éditions d'hier*) n'ont pas calmé la colère et l'inquiétude des chercheurs. Après la première réaction de soulagement devant la promesse de Matignon de ne plus annuler ni geler aucun crédit en 2003, ils se sont à nouveau mobilisés, non pas pour défendre des revendications catégorielles

ou des augmentations de salaires, mais parce qu'ils ont le sentiment que leur activité, vitale pour l'avenir du pays, est gravement menacée.

Hier, un millier d'entre eux (500 selon les forces de l'ordre) ont répondu à l'appel de Cochin lancé par leurs collègues de l'institut du même nom qui les invitaient à cet enterrement symbolique de la recherche publique française.

« Pour que la France reste le pays de Diderot, de Voltaire et de Marie Curie, elle a besoin de développer sa recherche fondamentale avec des crédits non pas à -10% comme cela sera le cas cette année mais à +10% », a lancé l'un des organisateurs de la manifestation, Alain Trautman à la fin du défilé. « Malgré le recul de Claudie Haigneré, il est hors de question que nous nous arrêtons. »

Même détermination deux heures plus tôt devant le siège de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), à Paris, où environ 200 personnes manifestaient à l'appel des syndicats de la recherche. « La suppression du gel des crédits c'est bien, mais on est loin du compte », a déclaré Michel Pierre, l'un des responsables du SNTRS-CGT (1), qui demande la « levée de l'an-

nullation des crédits » maintenue par le gouvernement au titre de la résorption du déficit budgétaire.

Ce tour de vis demandé à tous les ministères, à l'exclusion de ceux de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur, jugés prioritaires, prouve *a contrario* que la Recherche ne l'est pas. « Nous sommes le seul ministère à qui le premier ministre a promis qu'il ne subirait plus d'annulation ou de gels de crédits en 2003 », se défend un membre du cabinet de Claudie Haigneré. La recherche scientifique ne serait-elle, dans ces conditions, qu'une semi-priorité pour le gouvernement ? « C'est dans les moments difficiles que l'on apprécie les vrais choix effectués par un pays, nous confiait, hier, le généticien Axel Kahn pendant l'« enterrement ». Personne ne conteste la crise économique actuelle. Elle frappe aussi bien des pays comme la Finlande, l'Irlande et le Japon qui, contrairement à nous, ont fait le choix d'augmenter fortement leurs dépenses publiques de recherche. Parce qu'ils ont compris que c'était le meilleur moyen d'en sortir. Les Etats-Unis adoptent exactement la même démarche. Dans le domaine biomédical, ils ont doublé leur effort financier depuis cinq

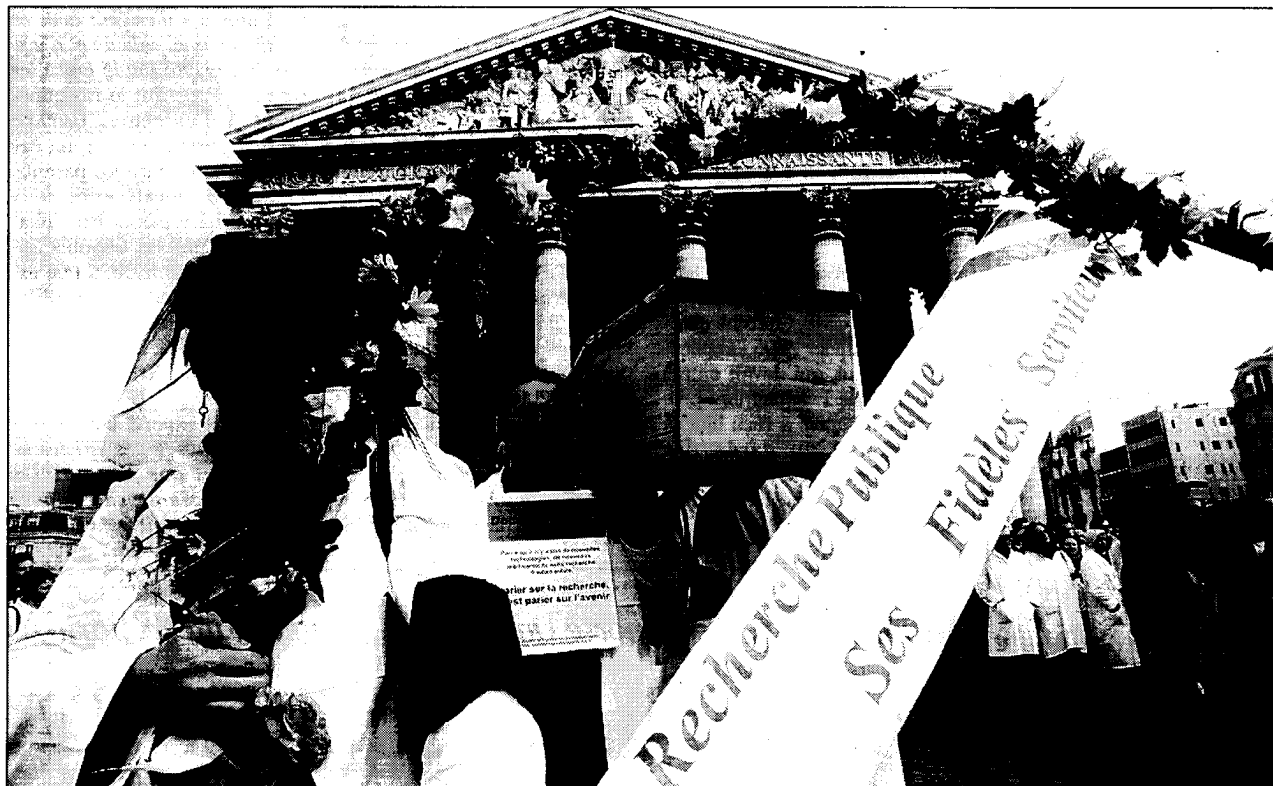
ans. 60% du budget des National Institute of Health, qui est dix fois supérieur au nôtre en tenant compte du ratio de population, est consacré à la recherche fondamentale, à la production de connaissances qui serviront, pour une part, à produire les médicaments et les thérapies du futur. »

Malgré tous les efforts déployés ces derniers jours par Claudie Haigneré pour sortir un pied de l'ornière, beaucoup de chemin reste à faire. Après s'être « félicité » des mesures annoncées par le ministre, le conseil d'administration de l'Inserm a tenu « à manifester sa très vive inquiétude sur les moyens alloués en 2003 aux laboratoires et sur les conséquences à court et à long terme pour les recherches pratiquées à l'Inserm et ce dans un contexte de compétitivité internationale accrue. »

(1) Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique.

LE FIGARO

Rubrique : Sciences	Pge : 10
	2/2



Les scientifiques, qui ont le sentiment que leur activité, vitale pour l'avenir du pays, est gravement menacée, ont manifesté, sous la forme d'un enterrement symbolique, hier à Paris, de la rue Soufflot au Panthéon. (Photo Jean-Christophe Marmara/Le Figaro.)